

Législatives 2024 : pourquoi les évêques sont sur une ligne de crête

Analyse

Depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale et un possible succès du Rassemblement national, l'épiscopat est souvent sommé de se positionner. Entre volonté de donner des repères et refus de prendre explicitement parti, les évêques sont tiraillés face à des attentes paradoxales.

- Arnaud Bevilacqua et Matthieu Lasserre, La Croix le 17/06/2024



La Conférence des évêques de France (CEF) a évité de réagir à chaud mais pourrait le faire cette semaine. Dans un bureau de vote à Quimper, le 9 juin. KEVIN GUYOT / OUEST FRANCE/MAXPPP

À peine le résultat des élections européennes connu et la dissolution surprise de l'Assemblée nationale annoncée par Emmanuel Macron, les évêques du Nord ont aussitôt pris la plume. « *Plus les temps sont troublés, plus nous avons besoin de sagesse, une sagesse politique ancrée courageusement dans la tradition humaniste, la fidélité au service du bien commun, l'attention aux plus petits, l'humilité de l'écoute et la solidarité universelle* », expliquent-ils dans [un court communiqué](#), le 10 juin.

Renvoyant à des temps révolus l'idée de donner des consignes de vote, les archevêques de Lille et de Cambrai et l'évêque d'Arras n'ont pas hésité bien longtemps avant de s'exprimer, alors que le Rassemblement national, arrivé largement en tête aux européennes, pourrait obtenir une majorité de députés à l'issue des élections législatives du 30 juin et du 7 juillet.

Des attentes contradictoires

Prendre la parole ou non ? Et, si oui, pour tenir quel discours ? Dans un contexte politique éruptif, les évêques français, dans leur diversité de sensibilités, recherchent, non sans peine, le bon positionnement sur une ligne de crête. Car, entre ceux qui les appellent à prendre position sans ambiguïté contre l'extrême droite, ceux qui pensent qu'ils ne doivent pas intervenir sur le terrain politique et ceux encore qui voudraient qu'ils défendent ardemment « *l'identité chrétienne* » de la France ainsi que des « *principes non négociables* » comme la protection de la vie, l'épiscopat est tiraillé.

« *Je ne suis pas sûr que la parole d'un évêque soit bien reçue dans ce contexte* », résume brièvement un évêque de l'Ouest, embarrassé. « *Nous sommes gênés*, confie un autre. *Nous craignons que les catholiques ne comprennent pas une prise de parole.* » D'autant que le vote des catholiques apparaît très morcelé. Selon [une étude Ifoppour La Croix](#), réalisée pour les élections européennes, si l'on observe les pratiquants réguliers, ils sont 28 % à s'être portés sur des listes situées à l'extrême droite, 28 % sur des listes de gauche, 16 % pour LR et 10 % pour la majorité présidentielle.

D'où une certaine hésitation ou prudence. Dans une province, les évêques ne sont pas parvenus à s'entendre sur un texte proposé par l'archevêque métropolitain : « *pas le moment de s'exprimer* » pour certains, pas assez tranchant pour d'autres. De son côté, la Conférence des évêques de France (CEF) a évité de réagir à chaud mais pourrait le faire cette semaine. Sur [les ondes de RCF Reims-Ardenne](#), l'archevêque de Reims et président de la CEF Éric de Moulins-Beaufort a expliqué que le résultat des élections européennes témoignait d'un « *profond malaise* », « *mais il ne faut pas que le remède soit pire que le mal* ».

« Ne rien dire ou parler est toujours mal reçu d'une manière ou d'une autre »

D'autres ont pris le temps de la réflexion avant de décider de s'exprimer. C'est le cas de Mgr Bruno Valentin, évêque de Carcassonne, qui [a publié un message](#), lundi 17 juin, intitulé « *Voter sans peur* ». « *Si notre foi ne nous dicte pas pour qui voter, elle a forcément quelque*

chose à voir avec la manière dont nous votons », écrit-il, énonçant des « lignes directrices claires », comme la « dignité irréductible de toute personne humaine », la « recherche du bien commun » et « l’option préférentielle pour les pauvres ».

À lire aussi [Mgr Leborgne : « L’Évangile n’est pas à disposition de nos opinions »](#)

Toutefois, le positionnement délicat des évêques se confronte également aux attentes paradoxales des catholiques. Certains, parfois les mêmes qui considèrent que la parole de l’épiscopat n’est plus audible depuis la crise des abus sexuels, en appellent à une parole d’autorité : dire le bien ou le mal, alerter comme ils le font sur les questions éthiques. Des évêques ne cachent pas se sentir désorientés face à une « *pression culpabilisante* ». « *À l’heure de la synodalité, il y a une incohérence à demander une parole hiérarchique, explique l’un d’eux. Une incohérence redoublée puisque les mêmes personnes demandent de la pluralité dans l’Église et en même temps une parole unique des évêques. Ne rien dire ou parler est toujours mal reçu d’une manière ou d’une autre... De toute façon, on prend des coups.* »

Comprendre sans juger

Face à l’urgence, et malgré une offre politique qui suscite peu d’enthousiasme, des évêques se risquent à aller plus loin, sans appeler toutefois directement à se détourner de l’extrême droite comme l’a fait [l’Église protestante unie de France](#). Évoquant des partis qui se réclament « *d’une certaine tradition chrétienne* », Mgr Olivier Leborgne, évêque d’Arras, défend « *la seule tradition chrétienne possible* », « *celle qui s’appuie sur la parole de Jésus, notamment en Matthieu 25 – “Chaque fois que vous l’avez fait à l’un de ces plus petits (...)” – sinon c’est un mensonge* ». Entendant des « *chrétiens qui ont très peur de l’extrême droite* », et d’autres qui craignent l’extrême gauche, l’évêque de cette [région où le vote pour le RN est massif](#) cherche à comprendre, sans juger : « *Il suffit de parcourir le Pas-de-Calais pour percevoir ce sentiment de délaissement, racine de ce vote désabusé et radical.* »

Les évêques sont-ils plus prudents aujourd’hui qu’hier ? « *Le temps du barrage me paraît passé* », assure Mgr Jean-Luc Brunin, évêque du Havre qui, plutôt qu’une prise de parole personnelle, a soumis un texte à son « conseil diocésain du peuple de Dieu ». « *Un évêque peut avoir une parole claire mais pas clivante qui “casse” son diocèse alors que la communion est déjà mise à mal. On ne peut plus dire qu’un chrétien ne peut pas voter pour l’extrême droite comme ce fut le cas avant, au risque d’insulter les électeurs* », souligne-t-il, préférant « *construire un dialogue plutôt que condamner* ».

Des repères mais pas de consigne de vote

En avril 2022, avant le second tour de l’élection présidentielle qui se jouait entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, le Conseil permanent de la Conférence des évêques de France (CEF) ne donne aucune indication mais appelle à voter « *en conscience, à la lumière de l’Évangile et de la doctrine sociale de l’Église* ».

Une position proche de celle prise en avril 2017, au soir du premier tour, qui plaçait déjà Emmanuel Macron et Marine Le Pen en tête.

En 2002, alors que Jean-Marie Le Pen accède au second tour de la présidentielle, si la CEF en appelle « *à la sérénité plutôt qu'à la peur* », sans explicitement inviter à voter Jacques Chirac, des évêques, à titre personnel, prennent leurs distances avec le Front national.